

## Article

---

« Urbanisme : réalisations et obstacles »

Michel Barcelo

*Recherches sociographiques*, vol. 9, n°1-2, 1968, p. 105-109.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055395ar>

DOI: 10.7202/055395ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## L'URBANISME : RÉALISATIONS ET OBSTACLES

On nous propose comme sujet de réflexion le thème : « L'urbanisme : réalisations et obstacles ». Je ne sais trop si ce thème va nous amener à analyser toutes nos réalités et nos réalisations urbaines, ou seulement celles qui furent faites au nom de l'urbanisme, ou encore, dans un sens plus restrictif, les seules réalisations de nos urbanistes.

Qu'on me permette d'abord d'éliminer cette dernière possibilité, car la profession d'urbaniste, ici comme ailleurs, vient à peine de s'inventer. La Société des urbanistes du Québec, en effet, n'existe que depuis 1957, et la Corporation des urbanistes, qui lui succéda, ne fut constituée que le 4 avril 1963 par l'Assemblée législative. Bien avant cette date, d'autres professions plus anciennes rendaient déjà au public des services qui relèvent aujourd'hui de l'urbaniste.

Il est cependant intéressant de noter, dans la loi récente, qu'un urbaniste est une personne « qui fournit au public des services professionnels comportant l'application des principes et des méthodes de l'aménagement et de l'utilisation du territoire urbain ou à urbaniser ». Quant aux principes et méthodes mis en cause, ils ne sont nulle part définis dans la loi des urbanistes. En général, ils trouvent leur origine dans les recherches d'autres disciplines, ou encore dans les projections de certains réformateurs, philanthropes ou utopistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou du début du XX<sup>e</sup>. L'identité même de l'urbaniste est donc encore assez mal définie, soit en raison du jeune âge de sa profession, — laquelle d'ailleurs, au Québec, ne réclame que l'exclusivité du titre pour ses membres plutôt que celle des services rendus —, soit en raison de la diversité des disciplines scientifiques ou prospectives sur lesquelles s'appuient les principes de son activité professionnelle.

Devons-nous donc parler plutôt des réalisations et des obstacles de l'urbanisme dans son sens le plus large ? Il nous faut alors nous rappeler que le terme même d'urbanisme ne remonte qu'à 1910 environ, selon Gaston Bardet, et que la plupart des dictionnaires usuels le définissent comme « la science et la théorie de l'établissement humain ». Selon Françoise Choay, le mot lui-même est un néologisme qui correspondrait à l'émergence d'une réalité nouvelle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : l'expansion de la société industrielle

donna naissance à une discipline nouvelle qui se distingua des arts urbains traditionnels (pratiqués depuis des siècles par les architectes et les ingénieurs civils ou militaires) par son caractère réflexif et critique en même temps que par sa prétention scientifique.

Cet urbanisme naissant et souvent doctrinaire ne mettait jamais en cause la nécessité des solutions qu'il préconisait. Il prétendait aussi à l'universalité scientifique: on n'a, pour s'en convaincre, qu'à relire les travaux de Howard sur les cités-jardins ou ceux de Perry sur les unités de voisinage. Plus près de nous, il existe de trop nombreux exemples de cet urbanisme normatif à prétention scientifique pour ambitionner d'en énumérer tous les exemples québécois. LeCorbusier ne disait-il pas: « L'urbanisme revendique le point de vue vrai »? Pourtant, toutes les critiques adressées aux créations de cet urbanisme le furent aussi au nom de la « vérité ». Jugements de valeurs, passions et fictions sous-tendent tout autant les critiques et les contre-propositions des anti-urbanistes que les propositions des urbanistes de cette première vague. Alors que nous leur annoncions des cours de planification scientifique, nos étudiants en urbanisme avaient, encore hier, à choisir entre le camp Jane Jacobs ou le camp Lewis Mumford, entre le camp LeCorbusier ou le camp Gumbrecht, et d'autres, en s'appuyant eux-mêmes sur des critères plus que subjectifs. L'urbanisme appliquait à l'aménagement du territoire urbain beaucoup plus des idéologies que des principes scientifiques.

Cet urbanisme réformateur nous proposa tour à tour de décomposer la « grande métropole dévorante » en unités que l'on dirait plus à « l'échelle humaine », ou la super-métropole à densité maximale, comme si la mission du planificateur était de définir par décret gouvernemental les styles de vie que les citoyens de nos villes doivent adopter. Dans un autre domaine, le même urbanisme réformateur, réagissant contre un darwinisme social plus que naïf auquel Spencer n'était pas étranger, découvrait, sans le démontrer, que les taudis engendraient la criminalité, la pathologie sociale et presque tous les maux sociaux. La conclusion de ces pseudo-corrélations était assez simple: démolir le maximum de taudis en oubliant trop facilement qu'il s'agissait quand même de logis fort nécessaires dans une situation de rareté de logements.

Il semble donc assez difficile que nos discussions se limitent aux termes précis du thème de discussion car nous risquerions de nous attarder à discuter les mérites respectifs de diverses utopies et de divers réformateurs et, selon nos options personnelles, de situer les obstacles et les réalisations là où d'autres situent les réalisations et les obstacles. Il serait préférable que nous parlions de l'urbanisation du Québec, des réalisations qui en ont résulté, de la valeur de ces réalisations, tout autant que des obstacles réels que posent au mieux-être de notre société certains aspects de son urbanisation.

Je doute qu'en ce domaine les urbanistes soient les meilleurs juges. C'est pourquoi il est excellent que ce colloque ne se tienne pas au sein d'une

École d'urbanisme. En effet, la Corporation des urbanistes est loin de grouper nécessairement toutes les personnes qui agissent sur nos milieux urbains pour leur mieux-être. D'autre part, nombre de personnes qui agissent sur le milieu urbain ne prétendent pas le faire au nom de l'urbanisme en tant que discipline à base scientifique. Enfin, ceux qui sauront le mieux mesurer les succès et les insuccès de notre urbanisation ne font pas nécessairement partie de ces deux groupes. J'irai plus loin: ils ne sont sans doute pas encore nés. C'est donc avec une certaine témérité que je vous entraîne d'abord à prendre un certain recul historique sur notre urbanisation, pour amorcer, je l'espère, dans le sens le plus désirable, la discussion qui suivra.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un philanthrope de Montréal, Herbert Brown Ames, faisait une des toutes premières études de sociologie urbaine au Québec, et en particulier à Montréal, dans un ouvrage admirable par la patience qu'il nécessita et la fidélité scientifique de ce qu'y rapporte l'auteur. Je me permets d'en citer quelques paragraphes dans sa langue d'origine:

« If one were to draw a line across the map of a portion of the city of Montreal, ... he would divide the south-western half of our city into two occupied districts of nearly equal extent. One of these districts, that to the west, is upon high ground; the other, that to the east, is in the main but little above the river level. The former region, for lack of a better name, we shall call « The city above the hill », the latter, in contrast therefrom, « The city below the hill » ... Looking down from the mountain top upon these two areas, the former is seen to contain many spires, but no tall chimneys, the latter is thickly sprinkled with such evidences of industry and the air hangs heavy with their smoke.

« The city above the hill » is the home of the classes. Within its well-built residence will be found the captains of industry, the owners of real-estate and those who labor with brain rather than hand.

« The city below the hill », on the other hand, is a dwelling place of the masses. Here it is the rich man that one finds it difficult to discover. Salaried and professional men are not entirely lacking, but even when to their number are added the shoep-keepers and hotel-men, these together represent but 15 per cent of its population. « The city below the hill » is the home of the craftsman, of the manual wage-earner, of the mechanic and the clerk, and three-quarters of its population belong to this, the real industrial class ... Most of the residents of the upper city know little ... regarding their fellow-men in the city below. To many of the former, the condition of the latter is as little known as that of natives in Central Africa ... »<sup>1</sup>

Telle était la situation en 1897. À lire certaines études récentes sur la pauvreté à Montréal et les mesures de rénovation sociale qu'on préconise pour y remédier, on peut justement se demander si les difficultés et les succès de notre urbanisation sont bien différents de ce que découvrait M. Ames en 1897. Nous avons pu récemment reprendre les données originales de cette étude et les traiter statistiquement par des méthodes dont M. Ames ne disposait pas. Il est assez surprenant d'arriver aux mêmes classements, aux

<sup>1</sup> Herbert Brown AMES, « *The City Below The Hill* », Montreal, The Bishop Engraving & Printing Co., ed., 1897, 3-4.

mêmes corrélations et aux mêmes facteurs que ceux que nous découvrons à partir des données contemporaines: les mêmes divisions existent, la même ignorance et la même séparation chronique entre les deux, les trois ou les quatre solitudes qui cohabitent à Montréal, les mêmes difficultés, je le suppose, à les convaincre d'agir de concert pour améliorer le milieu urbain que nous avons à transmettre aux générations montantes. Par ailleurs, je n'ai pas trouvé, dans notre propre littérature sur les phénomènes urbains, d'études qui nous apportent de connaissances beaucoup plus utiles sur les systèmes et sur la dynamique sociale de nos milieux urbains que cette simple petite étude de 1897, sauf peut-être le *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy. Je vous propose l'exercice quand vous en aurez le temps: la lecture en parallèle de cette étude intitulée *The City Below The Hill*, de 1897, du roman de Gabrielle Roy des années 40 et des études plus récentes de la F. T. Q. et du Conseil des œuvres de Montréal. Je ne vous souhaite pas de partager le pessimisme que j'ai tiré de ces lectures parallèles mais j'espère qu'au moins une inquiétude s'en dégagera pour la majorité de ceux qui ont à analyser nos milieux urbains ou à en corriger certains défauts. Les premiers obstacles à notre urbanisme et à notre urbanisation viennent peut-être de notre ignorance à peu près totale de nos milieux urbains, de leurs mécanismes, de leurs systèmes et de leur dynamisme.

Car je ne voudrais pas que vous ignoriez que M. Ames, en plus de faire œuvre de pionnier dans le domaine de la sociologie urbaine au Québec, ne s'arrêtait pas là et réalisait par la suite le premier projet de rénovation urbaine et de logement social dont j'aie connaissance à Montréal: projet qui, à son époque et compte tenu des moyens dont il disposait, représente certainement une entreprise d'aussi grande envergure que celle des Îlots Saint-Martin qu'on va bientôt entreprendre à Montréal. Les logements qu'il construisit à l'époque sont aujourd'hui des taudis et, contrairement à ce qu'on aurait pu espérer, ils n'ont pas contribué à la régénération de leur voisinage, bien au contraire. Cela était à prévoir, me direz-vous. Pourtant, depuis, nous n'avons pas réussi davantage à créer de mécanismes qui permettraient d'enrayer la création de nouveaux taudis par la régénération progressive de nos quartiers lorsque ceux-ci manifestent certains signes de vieillissement. Nous n'avons même pas les mécanismes nécessaires pour enregistrer ces phénomènes si, par hasard, il existait effectivement des mécanismes naturels de vieillissement et de régénération de nos zones grises. Sans le savoir, Herbert Brown Ames, qui n'avait que le diplôme de B.A., faisait, au siècle dernier, de l'urbanisme comme nous l'entendons souvent aujourd'hui en nous appuyant sur des organisations comme la S. C. H. L., et la S. H. Q.

Depuis, bien sûr, nous nous sommes quand même donnés certains instruments de contrôle de l'urbanisation que ne possédait pas le XIX<sup>e</sup> siècle. Pour terminer je ne voudrais en citer qu'un, car, pour de nombreux citoyens

et administrateurs, il semble qu'il apparut et apparaît encore comme une panacée universelle: je veux parler du « plan directeur ».

J'espère ne froisser personne en disant que l'urbanisme a hérité du concept de « plan directeur » des architectes qui furent parmi ses premiers praticiens. Le plan directeur, sous sa forme traditionnelle, donne une image précise de la répartition dans l'espace des fonctions urbaines à un moment assez indéterminé dans le temps, où, semble-t-il, l'organisme urbain atteindrait un stage de réalisation idéale. Traditionnellement, l'architecte donne priorité à l'espace sur le temps et il n'est pas surprenant que le plan directeur, conçu souvent comme le plan d'un hyper-édifice, manifeste ce genre de priorité. Pourtant, il est assez difficile d'assimiler la conception de tout un organisme urbain à celle d'un édifice: en premier lieu, l'information dont dispose l'urbaniste est très souvent imparfaite et évolue avec le temps; en deuxième lieu, il ne peut y avoir, dans le temps, de stade idéal dans la croissance d'un système urbain; enfin, la prévision d'étapes de réalisation et de budgets appropriés apparaît beaucoup plus importante de nos jours que la réalisation effective d'une image idéale de la ville dans vingt ans. L'urbaniste s'oriente ainsi de plus en plus vers une option de stratégie de l'évolution urbaine, pour qui le plan directeur n'est qu'un instrument secondaire parmi d'autres. Pour ce faire, il lui est de plus en plus nécessaire de faire appel à d'autres disciplines qui lui expliqueraient tout d'abord l'ordre, les systèmes et les sous-systèmes sous-jacents au chaos apparent de nos milieux urbains; qui lui indiqueraient les marges d'action qui sont possibles, compte tenu des fonds disponibles, des attitudes sociales et des mécanismes politiques; qui l'aideraient à inventer les mécanismes de décision optimale dans des situations d'incertitude sur l'avenir et de rareté des ressources physiques et humaines; qui lui apprendraient enfin que les méthodes et les principes de l'aménagement ne peuvent éclore en vase clos, que la meilleure façon de réaliser un milieu urbain qui satisfasse ses usagers, c'est de les aider à comprendre et, au besoin, à critiquer les propositions des urbanistes.

Dans cette perspective, l'absence de géographes urbains, de sociologues urbains, d'économistes intéressés aux problèmes urbains, d'animateurs sociaux urbains, et d'autres encore, est sans doute le plus grave obstacle à la réalisation d'une urbanisation optimale au Québec.

Michel BARCELO

*École d'architecture,  
Université de Montréal.*